

embourbé dans des politiques incohérentes, toujours, gêné par des votes parlementaires contraires et manque toujours de fonds, il peut tourner son regard vers ce côté-ci de la Chambre, comme par le passé, où il pourra trouver de bons collaborateurs pour l'aider à contrôler la pollution. J'espère que ses collègues feront au moins de même et de façon utile.

M. E. B. Osler (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, je trouve opportun qu'on ait demandé au député de Bourassa (M. Trudel) et à celui d'Assiniboïa (M. Douglas) de proposer et d'appuyer le discours du trône qui est à l'origine de ce débat. Je ne trouve rien qui soit plus opportun, tenant compte à la fois du caractère et des aptitudes de ces deux hommes et de la signification historique de ces deux noms: Bourassa et Assiniboïa.

Ces deux noms ne peuvent que rendre chaque député conscient du grand patrimoine dont nous avons hérité du Canada français et dont tout le pays a profité. La région d'Assiniboïa, qui était le pays des Assiniboïnes, a été défrichée par des colons qui peut-être ne sont pas nés tellement loin de la circonscription de Bourassa. On a donné le nom d'Assiniboïa au pays des Assiniboïnes, que ces colons ont défriché. Je tenais simplement à rappeler aux députés avec quel à-propos on a choisi ces deux représentants.

En ces jours de crise que nous semblons traverser—la crise pourra être plus ou moins grave—de longue ou de courte durée—il convient de rappeler aux députés que, nous, Canadiens, avons vraiment de la chance. Nous avons toutes les raisons d'être fiers. Sans égard aux hauts et aux bas de la situation financière et de la popularité des intéressés, nous pouvons toujours compter sur nos forces armées, même à un moment d'avis. Nous l'avons vu cette semaine. Personne n'a le moindre doute que nos militaires peuvent remplir une mission plutôt délicate, qui exige du sang-froid et de la détermination.

Le député de Parry Sound-Muskoka (M. Aiken) a très bien parlé et son apport dans le débat a été considérable. Cependant, la pensée sous-jacente de son discours semble être l'avènement de changements, mais l'avènement de changements et la possibilité d'un changement de politique paraissant en eux-mêmes condamnables. Je ne me demande pas si de tels changements ont eu lieu ou si la politique a été modifiée. Je ne crois assurément pas que les changements de politique, à l'occasion, doivent être qualifiés d'expédients, car, Dieu merci, la politique évolue depuis que le premier homme a élaboré une première politique.

Il y a même eu des changements dans le parti conservateur. Il y a cent ans, il comptait des géants tels que Macdonald, Cartier, Galt et McGee.

M. Whelan: Il compte maintenant des nains.

M. Osler: Monsieur l'Orateur, des changements se produisent dans tout le Canada. Le Canada est un État fédéral, comme nous le savons tous, composé de dix provinces. L'État comprend six régions, fait que nous oublions parfois. Nous semblons magnétisés par les rapports fédéraux-provinciaux continuels. Je ne veux aucunement décrier les provinces, mais elles ne me paraissent pas des instruments prédestinés devant représenter l'opi-

[M. Aiken.]

nion d'une région particulière. A vrai dire, jusqu'ici, elles ont parfois ou souvent montré à l'égard de l'ensemble du Canada une attitude tellement négative qu'un observateur désintéressé pouvait leur attribuer une politique de clocher.

Les citoyens d'une vaste agglomération urbaine, écrasés par des taxes foncières très lourdes et pourtant incapables de bien financer les améliorations urbaines nécessaires, trouvent peu de réconfort à écouter à la télévision les discussions ésotériques sur l'attribution de la compétence entre les autorités fédérale ou provinciales.

L'habitant des Maritimes qu'entrave le niveau intolérablement bas des occasions d'emploi voit mal l'avantage d'une politique d'argent serré contre l'inflation à Toronto ou à Vancouver.

Dans ma propre région des Prairies, nous avons plusieurs problèmes dont j'aimerais vous parler, mais je me limiterai à un seul exemple. Ce n'est pas tellement encourageant pour nous de savoir que, selon les chiffres du Bureau fédéral de la statistique, la seule ville de Toronto peut offrir l'équivalent de 85 p. 100 des emplois dans la fonction publique disponibles dans toute la région des Prairies. Les trois provinces des Prairies comptent environ 18 p. 100 de la population du Canada, mais on n'y trouve 12 p. 100 des postes de la fonction publique. Sans vouloir faire preuve d'esprit de clocher, je crois qu'il ne serait pas réaliste de dire que les habitants des Prairies qui désirent servir dans la fonction publique ont une chance égale à ceux d'autres parties du pays.

Une autre situation que je veux dénoncer, et on ne saurait en blâmer directement les gouvernements provinciaux, est le phénomène du séparatisme économique. Il est pratiqué par diverses provinces qui «favorisent» les entreprises locales, jusqu'à concurrence de 10 p. 100, relativement aux appels d'offres sur lesquels elles ont droit de regard. On pourrait presque dire que cette pratique constitue un suicide économique sur le plan national, car elle encourage artificiellement la concentration dans certains endroits de la production de certaines denrées, sans tenir compte du rendement. Ceci signifie à son tour que la production dans son ensemble, en particulier dans les secteurs similaires de l'industrie secondaire, tend à devenir non économique et que les prix ont tendance à être inutilement élevés. En outre, cela pénalise à la fois le consommateur canadien et le fabricant qui tente d'écouler ses produits à l'étranger.

● (4.00 p.m.)

En plus, cette pratique nuit aux provinces les moins peuplées, car il devient presque obligatoire qu'une petite compagnie en expansion s'implante dans une province riche et très peuplée afin de pouvoir présenter des soumissions sur le marché «contrôlé» de cette province. C'est ainsi que les provinces du centre, et peut-être la Colombie-Britannique dans certains cas, obtiennent de nouvelles industries secondaires qui devraient peut-être, du point de vue national, aller s'établir ailleurs. En outre, une grande partie des améliorations que le gouvernement fédéral cherche à apporter par l'intermédiaire de son ministère de l'Expansion économique régionale sont annulées.

Le séparatisme économique est le pire des particularismes. Il faut trouver un moyen de le faire disparaître.